

PANORAMA DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES • 2016

FICHE RÉGIONALE LA RÉUNION

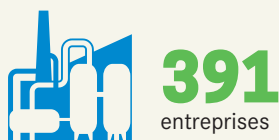
DÉFINITIONS

L'entreprise agroalimentaire considérée ici est une entreprise dont l'activité principale au sens de la NAF rév. 2 (2008) concerne les « industries alimentaires » et la « fabrication de boissons ». L'artisanat commercial et le commerce de gros ne sont donc pas inclus. L'entreprise est prise dans son acception « unité légale », c'est-à-dire qu'à chaque numéro SIREN attribué par le répertoire national des entreprises géré par l'Insee correspond une unité. Seules les entreprises dont au moins 80% des salariés se trouvent dans la région sont incluses dans les données concernant les entreprises agroalimentaires (entreprises mono-régionales ou quasi-mono-régionales).

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, un site de vente, un magasin d'une coopérative, etc. Il constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. Il est identifié par son numéro SIRET de 14 chiffres.

CHIFFRES-CLÉS

LES IAA À LA RÉUNION EN 2014



Ne sont pas pris en compte dans l'analyse et les données présentées :

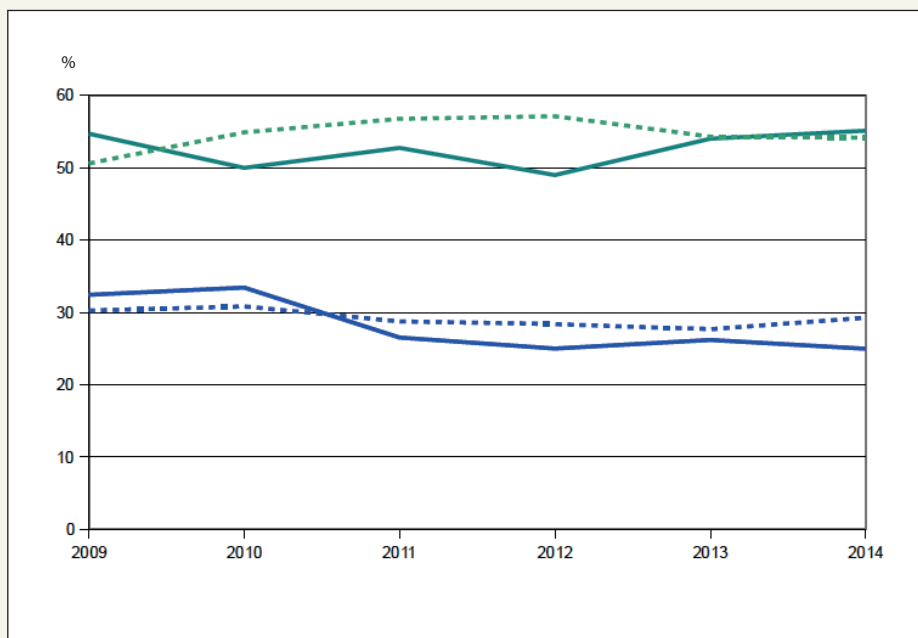
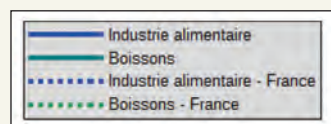
- l'artisanat commercial : 840,2 millions d'euros de CA, 2 208 salariés au 31/12/2014 et 680 établissements
- le commerce de gros : 408,3 millions d'euros de CA, 1 359 salariés au 31/12/2014 et 352 établissements

DYNAMIQUES DES ENTREPRISES

Le taux de marge des IAA dans la moyenne française

TAUX DE MARGE DE 2009 À 2014

Source : Esane, Clap, Insee - traitements SSP.



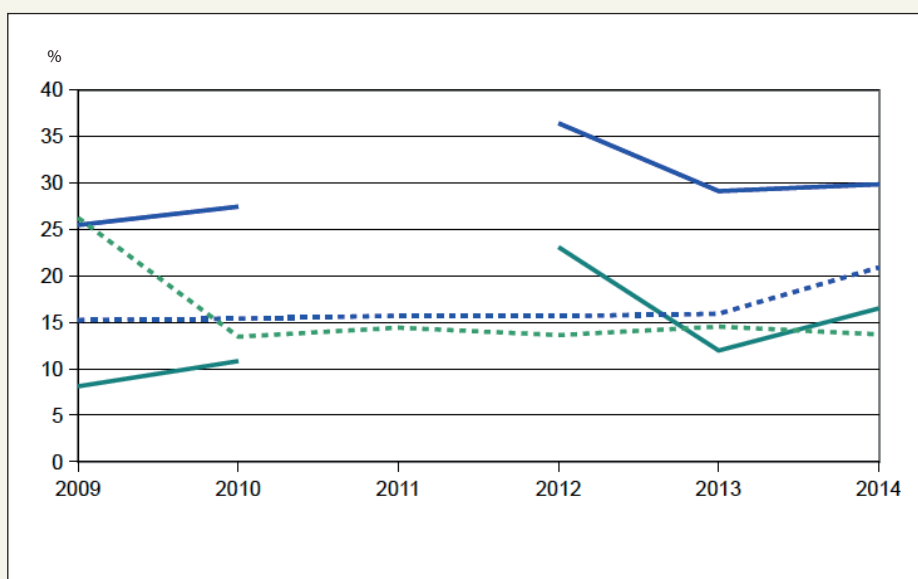
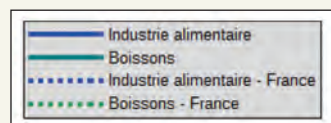
Champ : France - Ensemble des unités légales mono et quasi-mono régionales des IAA.

Note : Taux de marge = EBE / VA.

Le taux d'investissement des IAA repart à la hausse

TAUX D'INVESTISSEMENT DE 2009 À 2014

Source : Esane, Clap, Insee - traitements SSP.



Champ : France - Ensemble des unités légales mono et quasi-mono régionales des IAA.

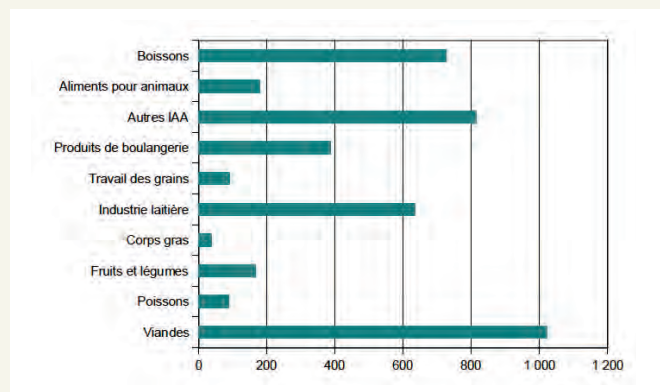
Note : Taux d'investissement = Investissements corporels / VA.

L'EMPLOI DANS LES IAA : ÉVOLUTIONS ET SPÉCIFICITÉS

4 secteurs sont moteurs des IAA réunionnaises : les boissons, l'industrie laitière, la viande et les autres IAA, en particulier l'industrie sucrière

EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR EN 2014

Source : Clap, Insee - traitements SSP.

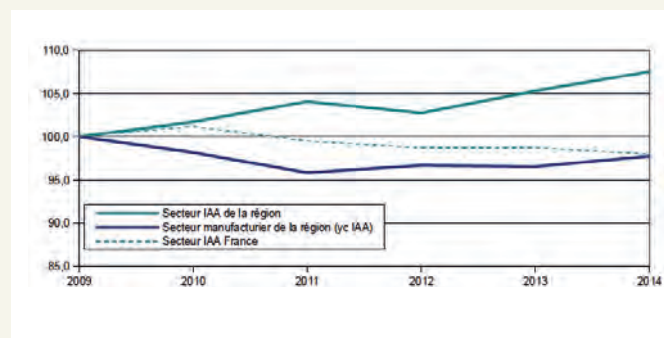


Champ : France - Etablissements des IAA.

L'emploi dans les IAA en forte croissance

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI RÉGIONAL DANS LES IAA (BASE 100 EN 2009)

Source : Clap, Insee - traitements SSP.

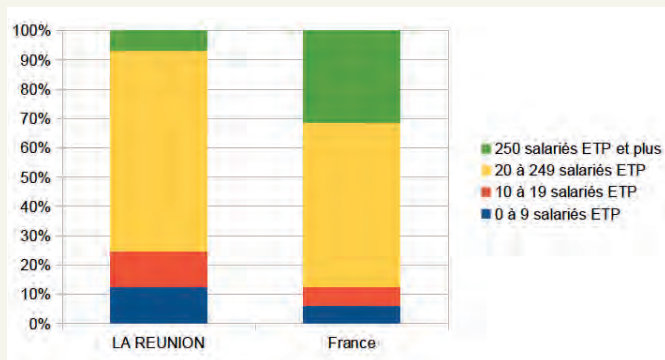


Champ : France - Etablissements des IAA.
Certaines données ne sont pas indiquées pour cause de secret statistique.

Des structures plus petites à La Réunion qu'en moyenne en France

EMPLOI PAR DÉPARTEMENT ET PAR TRANCHE DE TAILLE EN 2014

Source : Clap, Insee - traitements SSP.



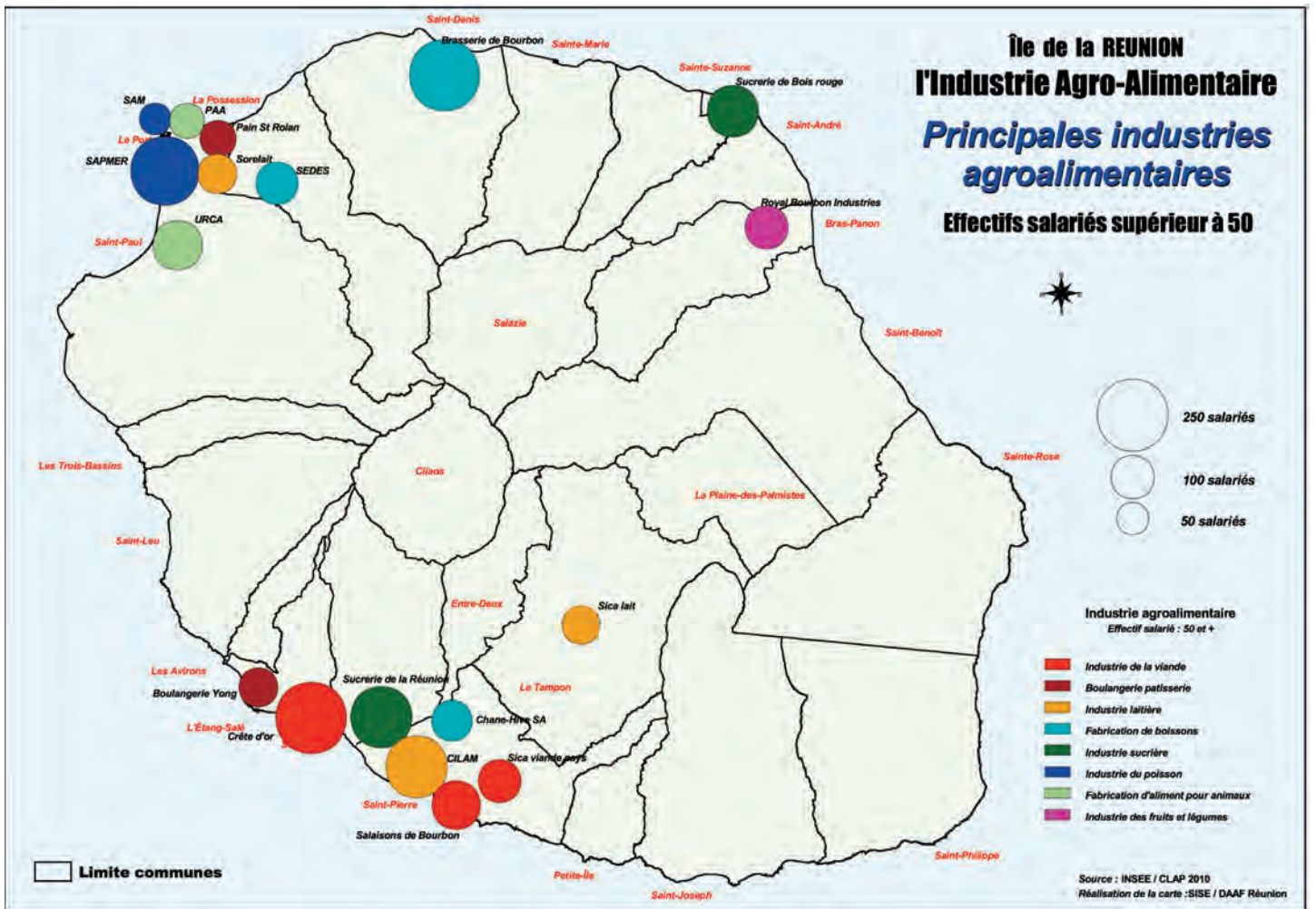
Source : Clap, Insee - traitements SSP.
Champ : France - Etablissements des IAA.

Île de la REUNION

L'Industrie Agro-Alimentaire

Principales industries agroalimentaires

Effectifs salariés supérieur à 50



ANALYSE DES ENJEUX RÉGIONAUX ET VALORISATION DES INITIATIVES COLLECTIVES

L'agroalimentaire est le premier secteur industriel de l'île

L'industrie agroalimentaire tient une place significative dans l'industrie locale ; elle représente 7 % de la production de richesse (valeur ajoutée) contre 4 % seulement en métropole.

L'agroalimentaire est le premier secteur industriel de La Réunion, avec 32% du chiffre d'affaires et 31 % des emplois du secteur manufacturier. L'industrie agroalimentaire repose sur un tissu de 391 entreprises dont deux groupes de dimension internationale. Ces entreprises emploient en 2014, 4 148 salariés, effectif en progression de 7,5% depuis 2009 (3 857).

Une part importante de ces industries transforme les produits issus de l'agriculture réunionnaise, en particulier la canne à sucre (sucre et rhum), de l'élevage (découpe, charcuterie, lait,...) ou des fruits (jus, confiture,...) ; une autre partie importe la matière première (céréales, riz, poudre de lait, légumes secs..) qui est destinée à être transformée sur place (alimentation animale, boulangerie, conditionnement du riz et des légumes secs).

Des filières diversifiées centrées sur le marché local, mais qui recherchent des opportunités à l'export

En première position pour le chiffre d'affaires, l'industrie sucrière est caractérisée par la présence du groupe international TEREOS Océan Indien autour de deux usines sucrières régulièrement modernisées depuis 1996 reposant sur des projets d'investissements conséquents (en moyenne 5,5 millions d'euros par an) visant à la modernisation des installations, à la protection de l'environnement et à la prise en compte des innovations technologiques.

Cette industrie fournit le sucre, premier poste d'exportation de l'île. La canne est aussi valorisée via deux centrales thermiques à chaudières mixtes bagasse-charbon générant ainsi 270 GWh d'électricité, soit 10% des besoins en électricité de l'île.

L'industrie des viandes occupe la deuxième position des industries agro-alimentaires en chiffre d'affaires et la première place en nombre d'emplois. Elle repose sur 56 entreprises industrielles et un réseau de nombreuses charcuteries artisanales, ainsi que sur 4 abattoirs principaux. Cette filière est en pleine évolution avec la construction d'un complexe d'abattage de volailles/découpe/transformation en 2014, qui a permis d'améliorer les performances dans ce secteur.

L'industrie des boissons est la troisième industrie agroalimentaire en chiffre d'affaires. Elle se distingue dans le domaine de la brasserie, dans la fabrication de rhums, de boissons rafraîchissantes et par l'industrie des eaux de table.

La transformation des fruits et légumes est également en progression importante, avec de nombreux investissements réalisés en 2014 et 2015, pour la production de jus de fruits notamment.

La production d'aliments pour le bétail et les animaux est également un secteur en plein développement au sein du groupe URCOOPA (275 millions d'euros de chiffre d'affaires et 1200 salariés) et ses deux usines de production d'aliments pour l'élevage et sa nouvelle usine (2015) PETFOOD RUN d'aliments pour animaux de compagnie.

La filière laitière bénéficie d'une interprofession reconnue et dynamique, associant producteurs, transformateurs (CILAM et SORELAIT) et distributeurs. Le marché local présente de réelles opportunités de développement en bénéficiant d'une part de l'accroissement rapide de la population (1 million d'habitants

en 2030) et d'autre part du changement des habitudes alimentaires allant vers un regain d'intérêt des consommateurs pour les produits lactés.

L'export peut également représenter des opportunités au sein de la zone Océan Indien (Maurice, Seychelles, Madagascar, Comores). La stratégie de développement des échanges repose sur une logique d'import-substitution à l'échelle de l'Océan Indien. Cette stratégie s'appuie sur la qualité des produits de La Réunion en termes de garanties sanitaires, qualité et traçabilité.

Forces

Dans le domaine de la **recherche et de l'innovation**, tout d'abord, la Réunion dispose d'un pôle de recherche dynamique dans les secteurs agricole et agro-alimentaire. Les organismes de recherche (CIRAD, ErCanne, IRD) sont actifs et de rayonnement international. Les acteurs de la recherche et les professionnels de l'agriculture et de l'agro-alimentaire sont organisés en réseau dans le cadre du pôle de compétitivité Qualitropic et du réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA).

Par ailleurs, les IAA réunionnaises se caractérisent par la **transformation et valorisation des produits agricoles locaux**. Le secteur agro-alimentaire dispose d'un appareil productif moderne répondant aux normes européennes. De plus, la production agricole et agroalimentaire s'inscrit dans des démarches de qualité aux standards européens. Elle se distingue ainsi des productions des pays voisins.

Faiblesses

Les démarches de certification ou de qualification sont encore insuffisantes.

Opportunités

Le dynamisme du marché intérieur et les potentiels débouchés régionaux (Maurice, Madagascar, Afrique du Sud, Mayotte, Seychelles) constituent des opportunités pour le développement de l'agroalimentaire.

Menaces

Les coûts de production sont structurellement élevés en raison des handicaps structurels importants (insularité, relief accidenté, étroitesse du marché, éloignement de l'Europe), de la taille réduite des opérateurs et des faibles capacités à l'export. La concurrence est élevée avec les produits importés, notamment sur les produits d'entrée de gamme.

EN SAVOIR

- Site internet
www.daf974.agriculture.gouv.fr
- Numéro spécial Agreste IAA : 35 pages
www.daf974.agriculture.gouv.fr/Sommaire-2013
- QUALITROPIC
www.qualitropic.fr

Coordonnées de la DAAF

Parc de la Providence - 97489 Saint-Denis
www.dAAF974.agriculture.gouv.fr

– Fiche réalisée par la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion –